

L'expertise collective sécheresse: un point de vue impertinent

Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot

Membre du directoire du Mouvement universel pour la responsabilité scientifique (MURS)
PFTB@free.fr

Une erreur ne devient pas une vérité parce que tout le monde y croit (Gandhi)

Pour un organisme public de recherche qui se doit de contribuer à la préparation des décisions publiques, le fait que l'expertise devienne collective et institutionnelle n'est pas une mince évolution.

Pour l'INRA, ce progrès ne s'est traduit structurellement qu'en 2002. Auparavant, il y eut, début 1998, une préfiguration de ces ESCo, expertises scientifiques collectives, qui fit un certain bruit : Organismes génétiquement modifiés à l'INRA. Environnement, Agriculture et Alimentation. Cette « anthologie du doute » selon Libération s'inscrivait, selon la direction générale de l'institut, « dans la démarche d'information nécessaire au bon déroulement du débat public déjà engagé [et] qui implique des disciplines diverses et mobilise un grand nombre d'acteurs (...) ». Mais, alors, il arrivait aussi que, parfois et plus ou moins volontairement, le commanditaire en sollicitant un expert particulier choisisse d'avance la réponse ou, pire, que l'institut, par des jeux subtils de papier à en-tête, endosse des responsabilités à l'aveugle.

Pour les enjeux environnementaux, tout à la fois complexes et débattus, la formalisation explicite de la procédure de l'expertise et l'institutionnalisation de sa responsabilité sont deux impératifs – parmi d'autres – pour garantir la recevabilité et la crédibilité de ses résultats aux yeux du public, lors d'un débat ouvert.

L'institut a, pour l'instant, conduit quatre expertises scientifiques collectives : Agriculture, territoire, environnement dans les politiques européennes (Dron D. (dir.), 2003. Dossier de l'environnement n° 23, Paris, 182 p.) et Stocker du carbone dans les sols agricoles de France ? en 2002, Pesticides, agriculture, environnement : réduire l'utilisation des pesticides et en limiter les impacts environnementaux en 2005 et, tout récemment en 2006, Sécheresse et agriculture. Réduire la vulnérabilité de l'agriculture à un risque accru de manque d'eau.

Pour pousser plus loin le jeu et, peut-être, vous amener à lire ces travaux (par exemple via http://www.inra.fr/les_partenariats/expertise/expertises_realisees/), nous avons décidé d'offrir à d'autres experts de les analyser à travers leurs prismes personnels. Pierre Frédéric Ténrière-Buchot est le premier. Un peu provocateur, il a oublié de vous dire qu'il est aussi Gouverneur du Conseil mondial de l'eau et qu'il a été, sans appartenir à un grand corps d'État, dix ans directeur général de l'Agence de l'eau Seine-Normandie...

Patrick Legrand

Je vais tout d'abord parler de moi pour rassurer ceux et celles qui auront la gentillesse de me lire : bien qu'ayant travaillé une décennie comme consultant auprès du Crédit Agricole, je ne suis pas un spécialiste de l'agriculture – j'en ai juste entendu parler ; bien qu'ayant travaillé plusieurs décennies dans le domaine de l'eau, je ne suis pas un scientifique de l'eau, tout au plus un gestionnaire.

Que ceux qui seront agacés par ce qui suit veuillent bien mémoriser ces deux avertissements liminaires afin de passer outre en levant les épaules. D'ailleurs, une seule épaule devrait suffire : pourquoi se fatiguer ?

J'ai donc été sollicité pour donner mon avis sur « Sécheresse et agriculture » et, après avoir lu attentivement la synthèse de ce rapport, je me suis

posé la question : si l'on t'avait demandé de participer à la rédaction de ce rapport, aurais-tu écrit autre chose ?

Ma réponse est : non, j'aurais écrit probablement, en moins bien, la même chose.

Cette réponse me gêne pour diverses raisons que je vais essayer brièvement d'exposer devant vous, lecteurs compatissants.

L'ESCO, c'est exquis, ou la difficulté de la gouvernance

Comme tout bon professionnel, je me suis précipité à la fin du rapport de synthèse. En troisième de couverture figurent les auteurs et éditeurs de l'expertise : sur trente et une personnes, que

d'honorables membres de l'INRA, ainsi que des représentants du CNRS, deux universitaires et un scientifique isolé de la Météo.

Le même recensement effectué à partir de la liste des quelques cent-cinquante participants du colloque éponyme du 19 octobre 2006 conduit à une conclusion similaire : beaucoup de scientifiques (très bien), quelques représentants institutionnels (un nombre convenable), de très rares représentants des intérêts professionnels privés et de la société civile associative. C'est donc pour ces deux dernières catégories, les privés et les non experts, que le bât blesse. Le ministère de l'Agriculture et de la pêche (MAP) et l'INRA semblent ignorer les canons de la bonne gouvernance : un tiers de représentants institutionnels (le MAP et l'INRA appartiennent à cette catégorie), un tiers de professionnels privés (exploitants agricoles, vendeurs de matériels d'irrigation, industriels des engrais, etc.), un tiers de non-experts de la société civile (élus locaux, syndicalistes, représentants d'associations et même, pourquoi pas, scientifiques étrangers au domaine de l'agriculture).

L'appellation ESCo est-elle en conséquence justifiée ? Expertise scientifique, il se peut, mais *pro domo* seulement. En revanche, collective, la démarche ne l'est assurément pas. Deux personnes sur trois manquent dans le groupe des auteurs qui aurait dû être limité à onze experts (pas obligatoirement tous issus de l'INRA. Le MAP, d'autres ministères, le CNRS pourraient en faire partie). Pour compléter à trente-et-un, vingt autres personnalités extérieures auraient été conviées à les rejoindre pour débattre avec eux.

Chacun peut percevoir les conséquences de cette redistribution des rôles sur les conclusions du rapport. Mais là n'est pas l'enjeu réel. En étant bloqués sur une vision de l'organisation scientifique datant des années soixante (du siècle dernier), le MAP et l'INRA ne remplissent pas les conditions de crédibilité que leurs travaux méritent à l'échelle européenne et plus encore à l'échelle internationale. Le temps est passé où les experts s'adressaient aux seuls experts, leurs confrères. Pour être cru, il convient aujourd'hui de se frotter (sans se brûler) aux intérêts marchands et plus encore aux ressentis politiques divers du terrain. Pour un sujet comme la sécheresse et l'agriculture, il est clair que ces remarques s'appliquent sans restriction aucune. Le caractère collectif d'une approche commence aux portes de l'INRA, pas en son sein ni chez ses cousins.

L'étude d'un titre est toujours révélatrice

« Réduire la vulnérabilité de l'agriculture à un risque accru de manque d'eau » appelle deux remarques.

Après lecture, on se dit que le titre aurait mieux résumé le propos en remplaçant « l'agriculture », dénomination trop générale, par la

mention plus réduite de « notre » agriculture. Certes la sécheresse n'est pas l'aridité, comme on le rappelle fort justement dans le rapport, mais n'en va-t-il pas de même pour notre agriculture par rapport à l'agriculture ? Tandis que des millions de personnes souffrent de l'aridité chaque année à travers le monde, que beaucoup d'entre elles meurent ou migrent vers un avenir de misère, voici que l'on se penche avec angoisse sur des sécheresses relativement discrètes (1976, 2003) et aux conséquences certes réelles mais limitées car transitoires. Qu'est donc devenue la tradition universelle de la démarche française ? Sommes-nous condamnés à étudier l'agriculture selon le point de vue régressif d'une Marie-Antoinette isolée au Trianon parmi ses brebis enrubbannées ?

L'emploi du mot « risque » retient également l'attention. Un risque est la conséquence d'une exposition (être au mauvais moment au mauvais endroit) face à un danger (ici l'accroissement du manque d'eau). Réduire le risque revient en l'espèce à réduire l'exposition selon des approches au demeurant sensées : l'esquive (contourner la difficulté), l'évitement (ralentir les actions) et la gestion raisonnée (réparer les dégâts aussi vite que se peut). Tout cela est judicieux et apte à rassurer selon une attitude passive face au danger. Mais si l'on n'a pas l'ambition de tenir tête à ce dernier, comment peut-on espérer progresser ? Ici aussi en élargissant le sujet de la sécheresse périodique, transitoire et locale à l'étude de l'aridité permanente, durable et mondiale, on eut évité une posture pusillanime.

Le syndrome du lampadaire

Retrouver les clefs perdues dans le halo d'un lampadaire éclairé n'est pas de la science, tout le monde en convient, tout au plus de l'observation attentive. Repérer les clefs en coordonnées cartésiennes (x, y) ou polaires (ρ, θ), faire intervenir le temps (peu de clefs changent spontanément de position durant la période d'observation) ne modifient en rien cette remarque. La science consiste à se hasarder dans les ténèbres, hors du halo.

Le vrai sujet, on l'a dit, c'est l'aridité, ce qui inclut les sécheresses. C'est aussi la possibilité d'étudier la proportion phénoménale d'eau prélevée et consommée pour l'irrigation agricole et l'élevage, en moyenne dans le monde, sans commune mesure avec les pratiques françaises. À cet égard, la valeur relative de ces cultures irriguées et de l'élevage par rapport au PIB régional est un sujet toujours instructif, tant pour les pays pauvres que pour les pays riches, si l'on prend soin, pour ces derniers, d'occulter les subventions publiques de soutien. En termes simples, de l'eau qui ne coûte presque rien (p. 22 du rapport), utilisée en grande quantité pour des produits agricoles qui ne valent économiquement pas grand'chose, constitue pour le proche avenir une situation absurde qui pourra s'avérer fatale au plus grand nombre de producteurs.

Sortir du format de la commande serait salubre

La commande du MAP à l'INRA concernant la sécheresse, tout comme l'étude qui y répond, font penser au cabotage dont les navigateurs se contentaient jadis, à l'époque où le bon sens impliquait que la terre était plate et que partir à l'aventure loin des côtes ne pouvait conduire qu'à un trépas assuré.

Alors qu'il eut été logique de considérer *a minima* la France dans un cadre européen, et mieux encore, dans un cadre élargi au bassin méditerranéen tout entier (le Maghreb paraît plus pertinent que notre pays pour étudier les mesures prises envers la sécheresse), une seule incursion en Espagne est mentionnée dans le rapport de synthèse (p. 61).

Encore est-ce pour conclure de manière ironique et savoureuse : « Pour l'instant le système de production reste inchangé. Son évolution est certainement une tâche importante pour demain, surtout si la baisse de précipitations prévue par les modèles de changement climatique se confirme. » On aurait pu chercher des exemples plus démonstratifs...

De manière plus précise, si l'approche microéconomique suivie dans ce rapport est tout à fait satisfaisante, elle aurait dû être complétée par quelques considérations macroéconomiques s'attachant à répondre à des questions telles que :

- dans l'espace européen, dans l'espace mondial, quels sont les coûts (les subventions versées aux agriculteurs, en particulier) et les avantages (exportations, produits transformés à forte valeur ajoutée) des divers produits de l'agriculture irriguée et de l'élevage ?

- quelles seraient les conséquences de l'arrêt de certaines productions tributaires de l'irrigation (en France, la suppression du maïs irrigué résoudrait à elle seule la moitié du problème, comme le suggère clairement le graphique de la page 21 du rapport) ?

- que se passerait-il si certaines subventions étaient supprimées et, plus généralement, quelles perspectives offre une transformation complète de la PAC à moyen terme ?

Adopter les technologies modernes disponibles immédiatement

En lisant le rapport sur les relations entre sécheresse et agriculture, on a progressivement l'impression qu'il est daté et qu'il ne tient pas compte d'opportunités techniques disponibles à court terme. Deux exemples :

- pourquoi vouloir (p. 58) mesurer les débits d'eau pour l'irrigation au moyen de compteurs, alors

qu'une mesure de l'humidité du sol pour chaque parcelle par satellite (*remote sensing*) conduit à des résultats plus fiables, précis, permanents et de surcroît moins chers ? Quand on veut changer quelque chose, on s'en donne les moyens.

- quand on n'a pas d'eau, on peut substituer l'eau par du pétrole. Cela s'appelle le goutte à goutte ou culture sous serre ou encore plasticulture. Tout en effet est en plastique, dérivé du pétrole : les tuyaux, les pompes, les films plastiques posés à terre ou sur des arceaux. L'investissement est amorti en trois à quatre ans en Israël, aux Etats-Unis, au Mexique, en Andalousie et, pour l'horticulture, aux Pays-Bas, un pays peu connu pour son aridité. Le pétrole coûte cher ? Il est remboursé par une meilleure distribution des produits, celle qu'on appelle la grande distribution, là où se fait la marge commerciale. Les agriculteurs deviennent à cette occasion les employés de la distribution. Si j'étais agriculteur, il est vrai qu'une telle perspective ne me réjouirait pas. Mais est-il sensé que cette éventualité ne soit pas abordée dans le rapport, alors qu'elle constitue une tendance lourde et mondiale ? Les activités lucratives modernes utilisent l'eau le moins possible.

Morte la bête, mort le venin : l'article s'achève bientôt

Je vais essayer de résumer ce qui précède en rapprochant l'avant-propos du rapport « Sécheresse et agriculture » (p. 3) de ses conclusions (p. 62 à 68). De deux choses l'une :

- ou l'on considère que la commande du MAP est sérieuse. Alors le rapport ne mérite que des commentaires aussi louangeurs qu'hypocrites. C'est vraiment un bon rapport : il ne manque pas un bouton de guêtre mais chacun se rappelle que ce n'est pas la bonne formule à utiliser pour gagner les guerres.

- ou bien il faut hésiter entre la commisération et l'éclat de rire en lisant l'avant-propos qui situe la commande dans son contexte. On doit alors déplorer la discipline des experts. C'est ce que j'ai osé et tenté de faire dans cet article. Cela ne met en cause ni leur compétence ni leur intelligence mais laisse perplexe sur le fonctionnement jésuitique (*perinde ac cadaver*) de l'appareil administratif qui les gère.

Il faudra « Radicaliser, Éclairer, Débattre » (RED) m'a dit mon commanditaire. J'ai effectué mon raid de (re)connaissance. Je descends du cockpit et l'on m'interpelle : Alors ?

Comme tous les aviateurs, j'effectue un salut nonchalant et, avec le sourire de circonstance : « Rien à signaler, mon Commandant ! » ■